

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 97/27647]

**6 NOVEMBRE 1997. — Circulaire aux employeurs compris dans le champ d'application défini à l'article 3  
du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle**

La Région wallonne vient de créer par voie décrétole un nouveau programme d'emploi dans le secteur non marchand dénommé programme de transition professionnelle (P.T.P.).

Celui-ci s'adresse essentiellement à des chômeurs peu ou moyennement qualifiés et vise à rencontrer des besoins collectifs de société qui ne sont pas ou pas suffisamment rencontrés par le circuit de travail régulier.

Les emplois dans ce programme doivent être des emplois supplémentaires par rapport à ceux déjà occupés par les différents employeurs concernés, que ce soit sur fonds propres, au titre du stage des jeunes ainsi que dans le cadre des différentes mesures du programme de résorption du chômage.

**Employeurs concernés**

Le P.T.P. s'adresse aux employeurs suivants :

1° La Région, la Communauté française, la Communauté germanophone et les établissements publics qui en dépendent.

2° Les provinces, les associations de provinces et les établissements publics qui en dépendent.

3° Les communes, les associations de communes et les établissements publics qui en dépendent.

4° Les centres publics d'aide sociale, les associations de centres publics d'aide sociale et les centres publics intercommunaux d'aide sociale.

5° Les associations sans but lucratif, les établissements d'utilité publique et les associations de fait qui ne poursuivent aucun but lucratif.

**Travailleurs concernés**

Les emplois visés par ce nouveau dispositif ne peuvent être occupés que par des demandeurs d'emploi qui n'ont pas obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur et qui sont :

1° soit chômeurs complets indemnisés bénéficiant sans interruption d'allocations d'attente depuis au moins un an;

2° soit chômeurs complets indemnisés bénéficiant sans interruption d'allocations de chômage depuis au moins deux ans;

3° soit bénéficiaires sans interruption depuis au moins un an du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

A noter que certaines assimilations à des périodes de chômage sont prévues par la réglementation.

**Subventionnement**

Les nouveaux emplois créés dans le cadre du P.T.P. bénéficient d'un subventionnement public à plusieurs volets.

**1° Intervention fédérale**

a) Allocation de 10.000 francs par mois en cas d'occupation au moins à mi-temps.

Allocation de 12.000 francs par mois en cas d'occupation au moins à 3/4 temps.

b) Majoration des allocations précitées de 2.000 francs par mois si le travailleur concerné a été occupé précédemment dans une Agence locale pour l'emploi (A.L.E.).

c) Exonération ou réduction de la cotisation patronale de sécurité sociale telle que prévue par le plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emplois (exonération totale en cas d'occupation de chômeurs ou de minimexés depuis deux ans et réduction de 75 % en cas d'occupation de chômeurs ou de minimexés depuis un an).

**2° Intervention régionale et communautaire**

Lorsque les activités exercées relèvent des compétences régionales, une subvention forfaitaire de :

— 14.000 francs par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

— 24.000 francs par mois si le travailleur est occupé au moins à 3/4 temps.

Lorsque les activités exercées relèvent de la compétence de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, l'intervention régionale s'élève à 7.000 ou à 12.000 francs et une intervention identique est accordée par la Communauté française ou la Communauté germanophone.

**Durée d'occupation**

Les employeurs peuvent bénéficier des subventions précitées soit durant une période de six mois à moins d'un an, soit durant une période de un à trois ans.

Toutefois l'occupation d'un travailleur ne peut excéder un an. Une dérogation à cette limitation est prévue pour les personnes ayant effectué au cours des six mois précédant leur engagement, 120 heures au moins de prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi. Dans ce cas, la période d'occupation peut être prolongée d'une période d'un an maximum.

**Versement des rémunérations**

Les travailleurs concernés par ce programme sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée et perçoivent une rémunération correspondant au barème en vigueur chez l'employeur qui les occupe, pour la fonction qu'ils exercent ou une fonction équivalente.

C'est l'employeur qui paie la rémunération sous déduction de l'intervention du Gouvernement fédéral.

Au cours du mois qui suit la date d'envoi de la preuve de paiement de la rémunération et des cotisations sociales y afférentes, le FOREM lui rembourse les subventions régionales et communautaires.

## Engagements de l'employeur

Tout employeur ayant accès au P.T.P. doit :

- respecter toutes ses obligations légales et réglementaires en matière d'emploi, de sécurité sociale et de bilan social;
- démontrer sa capacité de payer les rémunérations et les cotisations sociales et de prendre son intervention financière en charge;
- n'avoir aucune dette exigible envers le FOREM, la Région, les Communautés et l'Union européenne;
- disposer des autorisations, du matériel et des locaux nécessaires au bon déroulement des activités;
- s'engager, dans le cadre du P.T.P., à créer des emplois supplémentaires par rapport à la moyenne du personnel occupé et à ne pas le réduire durant toute la durée du programme, si ce n'est suite à une mesure imposée par une autorité publique.

## Formation professionnelle

Si le programme de transition professionnelle doit permettre la réalisation de tâches d'utilité publique, il est avant tout destiné à favoriser l'insertion de demandeurs d'emploi.

A cet effet, les travailleurs concernés peuvent bénéficier outre leur occupation, d'un encadrement, de programmes de formation complémentaire et d'activités liées à la recherche active d'emploi.

Ce travail d'accompagnement est pris en charge par le FOREM ou par tout opérateur de formation conventionné avec ce dernier. Il s'effectue pendant le temps rendu disponible par l'occupation des travailleurs dans les liens d'un contrat de travail à temps partiel.

En outre, les frais de déplacement liés à ces activités sont remboursés par le FOREM.

## Introduction des demandes

Les formulaires de demande d'accès au programme de transition professionnelle sont disponibles auprès des directions subrégionales du FOREM ainsi qu'à l'Administration de la Région wallonne.

Les demandes sont introduites auprès de la Direction Générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, place de la Wallonie 1, à 5100 Jambes.

Cette dernière est chargée, via notamment ses services d'inspection dont vous trouverez les coordonnées ci-dessous :

Centre de Namur, Brabant wallon et Luxembourg : rue d'Enhaive 158, à 5100 Jambes, tél. : 081/32 05 30, fax : 081/30 82 68;

Centre de Liège : rue des Fories 2, à 4020 Liège, tél. : 04/349 55 10, fax : 04/349 55 20;

Centre de Mons : chaussée de Binche 101, à 7000 Mons, tél. : 065/40 23 60, fax : 065/40 23 89,

d'instruire les demandes et de recueillir l'avis du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation professionnelle compétent si une Commission composée d'un représentant du Ministre de l'Emploi et d'un représentant du Ministre dont relèvent les activités concernées par la demande a préalablement considéré la demande recevable d'un point de vue réglementaire et budgétaire.

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle prendra alors sa décision après consultation d'une Commission associant les Ministres compétents en fonction des matières traitées.

En cas d'accord, les engagements devront être effectués endéans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification de la décision. En cas de remplacement, les travailleurs doivent être engagés dans un délai de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation des travailleurs qu'ils vont remplacer.

Sous réserve du respect de la réglementation, les demandes relatives aux activités suivantes sont susceptibles de faire l'objet de décisions favorables parce que les Ministres dont ces activités relèvent sont disposés à prendre à leur charge la part de financement qui leur incombe :

1° économie sociale : soutien à la transformation d'A.S.B.L. en sociétés à finalité sociale; information sur l'économie sociale (diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et supérieur occupés à 3/4 temps);

2° tourisme : activités d'information et d'administration (diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et supérieur occupés à 3/4 temps);

3° patrimoine : fouilles archéologiques et rénovation de vestiges archéologiques (techniciens et dessinateurs diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et supérieur et manœuvres sans qualification occupés à 3/4 temps);

4° emplois de proximité dans les communes : services aux personnes âgées et/ou handicapées, stewards urbains (diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et ouvriers sans qualification occupés à 1/2 temps);

5° entretien par la Région wallonne des routes, autoroutes et voies hydrauliques (ouvriers diplômés de l'enseignement secondaire inférieur ou manœuvres sans qualification occupés à 3/4 temps);

6° environnement : entretien, surveillance et gardiennage de parcs, places, monuments, aires de loisirs et de jeux, espaces verts et berges de cours d'eau; collecte, tri et valorisation des déchets (ouvriers diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et manœuvres sans qualification occupés à 3/4 temps);

7° secteur du logement et aide des CPAS aux personnes âgées et aux familles (ouvriers diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et sans qualification occupés à 1/2 temps ou à 3/4 temps);

8° entretien, maintenance et accueil dans les centres sportifs (ouvriers sans qualification occupés à 1/2 temps ou à 3/4 temps);

9° au sein de la Communauté germanophone (sauf les communes) : jeunesse, éducation, tourisme, secteur social, sport (formateurs diplômés de l'enseignement secondaire supérieur, ouvriers diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et manœuvres sans qualification occupés à 1/2 temps ou à 3/4 temps).

Cette liste n'est pas exhaustive. Il est donc loisible aux employeurs d'introduire des demandes relatives à d'autres activités. Il appartiendra alors aux Ministres dont elles relèvent de décider s'ils leur accordent la part de financement nécessaire. A cette fin, il est indispensable que les demandes ne concernent qu'un seul secteur d'activités clairement identifié.

Namur, le 6 novembre 1997.

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. Van Cauwenberghe.

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 97/27647]

**6. NOVEMBER 1997 — Rundschreiben an die Arbeitgeber, die in den Anwendungsbereich fallen,  
wie er in Artikel 3 des Dekrets vom 18. Juli 1997  
zur Einsetzung eines beruflichen Übergangsprogramms bestimmt wird**

Die wallonische Region hat unlängst durch ein Dekret ein neues Arbeitsbeschaffungsprogramm im nichtkommerziellen Sektor unter der Bezeichnung "programme de transition professionnelle (P.T.P.)" (berufliches Übergangsprogramm) eingesetzt.

Dieses Programm richtet sich hauptsächlich an unzureichend oder mittelmäßig qualifizierte Arbeitslose und hat zum Ziel, kollektiven Bedürfnissen der Gesellschaft nachzukommen, die durch die regelmäßigen Arbeitswege nicht oder nicht zureichend gedeckt werden.

Die Arbeitsplätze im Rahmen dieses Programms müssen zusätzliche Arbeitsplätze sein im Verhältnis zu den bereits bei den verschiedenen betroffenen Arbeitgebern besetzten Arbeitsplätzen, ob diese aus dem eigenen Bestand entstammen oder im Rahmen der Anwartschaft der Jugendlichen sowie der verschiedenen Maßnahmen des Programms zur Behebung der Arbeitslosigkeit bestehen.

Die betroffenen Arbeitgeber

Das berufliche Übergangsprogramm richtet sich an folgende Arbeitgeber:

1° Die Region, die französische Gemeinschaft, die deutschsprachige Gemeinschaft und die ihnen untergeordneten öffentlichen Einrichtungen.

2° Die Provinzen, die Provinzvereinigungen und die ihnen untergeordneten öffentlichen Einrichtungen.

3° Die Gemeinden, die Gemeindezusammenschlüsse und die ihnen untergeordneten öffentlichen Einrichtungen.

4° Die öffentlichen Sozialhilfezentren, die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren und die öffentlichen interkommunalen Sozialhilfezentren.

5° Die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die Vereinigungen öffentlichen Interesses und die nichtrechtsfähigen Vereine ohne Erwerbszweck.

Die betroffenen Arbeitnehmer

Die von dieser neuen Maßnahme betroffenen Arbeitsplätze können lediglich von Arbeitssuchenden besetzt werden, die kein Hochschulstudium abgeschlossen haben und die:

1° entweder entschädigte Vollarbeitslose, die seit mindestens einem Jahr ohne Unterbrechung Wartebeihilfe beziehen;

2° entschädigte Vollarbeitslose, die seit mindestens zwei Jahren ohne Unterbrechung Arbeitslosengeld beziehen;

3° oder Sozialhilfeempfänger sind, die seit mindestens einem Jahr ohne Unterbrechung das Existenzminimum beziehen, wie es im Gesetz vom 7. August 1974 zur Einrichtung des Anspruchs auf ein Existenzminimum vorgesehen ist.

Es muß beachtet werden, daß manche Gleichstellungen mit einer Arbeitslosigkeitsperiode in der Regelung vorgesehen sind.

Bezuschussung

Für die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms neu geschaffenen Arbeitsplätze werden verschiedene öffentliche Zuschüsse gewährt.

1° Zuschuß des Föderalstaats

a) Eine monatliche Zulage von 10.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbezeitbeschäftigt ist.

Eine monatliche Zulage von 12.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens dreiviertelzeitbeschäftigt ist.

b) Eine Erhöhung der oben erwähnten Zulagen um monatlich 2.000 BEF, wenn der betroffene Arbeitnehmer vorher bei einer lokalen Beschäftigungsagentur (A.L.E.) angestellt wurde.

c) Befreiung oder Ermäßigung des Arbeitgeberbeitrags für die Sozialversicherung, wie es der Beschäftigungsplan zur Förderung der Anwerbung von Arbeitssuchenden vorsieht. (Volle Befreiung bei Anstellung von Arbeitslosen oder Existenzminimumempfängern seit zwei Jahren und Ermäßigung um 75% bei Anstellung von Arbeitslosen oder Existenzminimumempfängern seit einem Jahr.)

2° Zuschuß der Region und der Gemeinschaft

Falls die ausgeübten Tätigkeiten in den Zuständigkeitsbereichen der Region liegen, wird ein Pauschalzuschuß gewährt:

— monatlich 14.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbezeitbeschäftigt ist,

— monatlich 24.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens dreiviertelzeitbeschäftigt ist.

Falls die ausgeübten Tätigkeiten in den Zuständigkeitsbereichen der französischen Gemeinschaft oder der deutschsprachigen Gemeinschaft liegen, beläuft sich der Zuschuß der Region auf 7.000 oder 12.000 BEF. Der gleiche Zuschuß wird von der französischen Gemeinschaft oder von der deutschsprachigen Gemeinschaft gewährleistet.

Beschäftigungszeitraum

Die Arbeitgeber können die oben erwähnten Zuschüsse entweder für einen Zeitraum von sechs Monaten bis zu einem Jahr oder für einen Zeitraum zwischen einem und drei Jahren in Anspruch nehmen.

Die Anstellung eines Arbeitnehmers darf jedoch nicht ein Jahr überschreiten. Eine Abweichung dieser Einschränkung ist für die Personen vorgesehen, die während der sechs Monate vor ihrer Anstellung mindestens 120 Stunden im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Dienstleistungen erbracht haben. In diesem Falle kann der Beschäftigungszeitraum um höchstens ein Jahr verlängert werden.

Gehaltsauszahlung

Die von dem Programm betroffenen Arbeitnehmer werden unter der Abhängigkeit eines auf bestimmte Zeit abgeschlossenen Arbeitsvertrags eingestellt und beziehen ein Gehalt, das der bei dem Arbeitgeber gültigen Tarifabelle für ihre oder eine gleichwertige Funktion entspricht.

Das Gehalt wird vom Arbeitgeber nach Abzug des Zuschusses der föderalen Regierung ausgezahlt.

Im Laufe des Monats nach dem Versand des Nachweises der Auszahlung des Gehalts und der damit verbundenen Sozialbeiträge, zahlt das "FOREM" dem Arbeitgeber die Regional- und Gemeinschaftszuschüsse zurück.

#### Verpflichtung des Arbeitgebers

Jeder Arbeitgeber, der das berufliche Übergangsprogramm in Anspruch nimmt, muß:

- seine Rechts- und Ordnungsverpflichtungen in Sachen Beschäftigung, Sozialversicherung und Sozialbilanz einhalten;
- nachweisen können, daß er zur Zahlung des Gehalts und der Sozialbeiträge fähig ist und seinen finanziellen Beitrag leisten kann;
- nachweisen können, daß er entgegen dem "FOREM", der Region, der Gemeinschaften und der Europäischen Union keine einklagbaren Schulden hat;
- über die für die gute Ausübung der Tätigkeiten nötigen Genehmigungen, Materialien und Räume verfügen;
- sich im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms dazu verpflichten, zusätzliche Arbeitsplätze im Verhältnis zu der durchschnittlichen Anzahl des beschäftigten Personals zu schaffen und diese während der gesamten Dauer des Programms nicht herabzusetzen, außer im Falle einer von einer öffentlichen Behörde auferlegten Maßnahme.

#### Berufsausbildung

Das berufliche Übergangsprogramm soll die Verwirklichung von Arbeiten öffentlichen Interesses ermöglichen, jedoch vor allem zur Förderung der Eingliederung von Arbeitssuchenden bestimmt sein.

Dazu können die betroffenen Arbeitnehmer, abgesehen von ihrer Beschäftigung, Betreuung, ergänzende Ausbildungsprogramme und mit der aktiven Stellungsuche verbundene Tätigkeiten in Anspruch nehmen.

Diese Begleitung wird von dem "FOREM" oder von jeder mit ihm unter Vertrag stehenden Ausbildungseinrichtung übernommen. Sie wird während der außerhalb der Beschäftigung der Arbeitnehmer verfügbaren Zeit unter der Abhängigkeit eines Teilzeitarbeitsvertrags übernommen.

Außerdem werden die mit diesen Tätigkeiten verbundenen Fahrtkosten von dem "FOREM" rückerstattet.

#### Einreichung der Anträge

Die Antragsformulare für den Zugang zu dem beruflichen Übergangsprogramm stehen sowohl bei den subregionalen Direktionen des "FOREM" als auch bei der Verwaltung der wallonischen Region zur Verfügung.

Die Anträge werden bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der wallonischen Region, place de la Wallonie 1, in 5100 Jambes eingereicht.

Diese ist damit beauftragt, in erster Linie über ihre nachstehenden Inspektionsdienststellen:

Zentrum von Namur, Wallonisch-Brabant und Luxemburg: rue d'Enhaive 158, in 5100 Jambes, Tel: 081/32 05 30, Fax: 081/30 82 68;

Zentrum von Lüttich: rue des Fories 2, in 4020 Liège, Tel: 04/349 55 10, Fax: 04/349 55 20;

Zentrum von Mons: chaussée de Binche 101, in 7000 Mons, Tel: 065/40 23 60, Fax: 065/40 23 89,

die Anträge zu untersuchen und das Gutachten des zuständigen subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Berufsausbildung einzuholen, falls eine aus einem Vertreter des Ministers der Beschäftigung und einem Vertreter des für die im Antrag erwähnten Tätigkeiten zuständigen Ministers zusammengesetzte Kommission zuvor den Antrag unter dem Gesichtspunkt der Regelung und des Haushalts für zulässig erklärt hat.

Der Minister der Beschäftigung und der Berufsausbildung wird demzufolge seinen Beschluß fassen, nachdem er eine Kommission, bestehend aus den für die behandelten Angelegenheiten zuständigen Ministern, zu Rate gezogen hat.

Im Falle einer Zustimmung müssen die Anstellungen innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Monat folgt, in dem der Beschluß zugestellt wurde, erfolgen. Im Falle einer Ersetzung müssen die Arbeitnehmer innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Monat folgt, in dem die zu ersetzenden Arbeitnehmer ihre Beschäftigung beendet haben, eingestellt werden.

Unter Vorbehalt der Beachtung der Regelung, können die Anträge bezüglich der nachstehenden Tätigkeiten Gegenstand positiver Beschlüsse sein, weil die für diese Tätigkeiten zuständigen Minister bereit sind, den ihnen zukommenden Finanzierungsanteil zu übernehmen:

1° Sozialwirtschaft: Unterstützung für die Umwandlung von VoE in Unternehmen mit sozialer Zielsetzung; Information über Sozialwirtschaft (Absolventen der Unterstufe und Oberstufe des Sekundarunterrichts als Dreiviertelzeitbeschäftigte);

2° Tourismus: Auf Information und Verwaltung bezogene Tätigkeiten (Absolventen der Unterstufe und Oberstufe des Sekundarunterrichts als Dreiviertelzeitbeschäftigte);

3° Erbe: Archäologische Ausgrabungsarbeiten und Restaurierung archäologischer Überreste (Techniker und technische Zeichner, die die Unterstufe oder Oberstufe des Sekundarunterrichts absolviert haben, und ungelernete Hilfsarbeiter als Dreiviertelzeitbeschäftigte);

4° Bürgernahe Arbeitsstellen in den Gemeinden: Dienstleistungen bei alten und/oder behinderten Personen, Betreuer in Stadtgebieten (Absolventen der Unterstufe des Sekundarunterrichts und ungelernete Hilfsarbeiter als Halbzeitbeschäftigte);

5° Unterhaltung der Straßen, Autobahnen und Wasserstraßen durch die wallonische Region (Arbeiter mit Schulabschluß der Unterstufe des Sekundarunterrichts oder ungelernete Hilfsarbeiter als Dreiviertelzeitbeschäftigte);

6° Umwelt: Unterhaltung, Überwachung und Aufsicht von Parkanlagen, Plätzen, Denkmälern, Spielplätzen, Einrichtungen für Freizeitbeschäftigungen, Grünflächen und Flußufern; Sammlung, Aussortieren und Aufwertung von Abfällen (Arbeiter mit Schulabschluß der Unterstufe des Sekundarunterrichts oder ungelernete Hilfsarbeiter als Dreiviertelzeitbeschäftigte);

7° Wohnungssektor und Beihilfe der ÖSHZ für alte Personen und Familien (Arbeiter mit Schulabschluß der Unterstufe des Sekundarunterrichts oder ungelernete Arbeiter als Halbzeit- oder Dreiviertelzeitbeschäftigte);

8° Instandhaltung, Wartung und Aufnahme in den Sportzentren (ungelernete Arbeiter als Halbzeit- oder Dreiviertelzeitbeschäftigte);

9° Im Rahmen der deutschsprachigen Gemeinschaft (außer den Gemeinden): Jugend, Erziehung, Tourismus, Sozialbereich, Sport (Ausbilder mit Schulabschluß der Oberstufe des Sekundarunterrichts, Arbeiter mit Schulabschluß der Unterstufe des Sekundarunterrichts und ungelernete Hilfsarbeiter als Halbzeit- oder Dreiviertelzeitbeschäftigte).

Diese Liste ist nicht erschöpft. Es steht den Arbeitgebern somit frei, Anträge bezüglich anderer Tätigkeiten einzureichen. Es steht anschließend den jeweiligen zuständigen Ministern zu, zu entscheiden, ob sie ihnen den nötigen Finanzierungsanteil zukommen lassen. Deshalb ist es unerlässlich, daß sich die Anträge sich lediglich auf einen einzigen deutlich unterscheidbaren Tätigkeitsbereich beziehen.

Namur, den 6. November 1997

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. Van Cauwenberghe.

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 97/27647]

**6 NOVEMBER 1997. — Omzendbrief aan de werkgevers die onder de toepassingsfeer vallen van artikel 3 van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma**

Het Waalse Gewest heeft onlangs een nieuw programma voor werkgelegenheid in de non-profitsector bij decreet in het leven geroepen, met name het "programme de transition professionnelle (P.T.P.)" (doorstromingsprogramma).

Dit programma is hoofdzakelijk bestemd voor weinig of middelmatig geschoolde werklozen en bedoeld om in de collectieve maatschappelijke behoeften te voorzien, hetgeen niet of onvoldoende gebeurt in het normale arbeidscircuit.

De in dit programma bedoelde arbeidsplaatsen moet het aantal arbeidsplaatsen aanvullen die de verschillende betrokken werkgevers reeds gecreëerd hebben, met eigen middelen, in het kader van de jongerenstage of van de verschillende maatregelen van het programma voor werkloosheidsbestrijding.

**Betrokken werkgevers**

Het doorstromingsprogramma richt zich tot de volgende werkgevers :

1° het Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de openbare instellingen die ervan afhangen;

2° de provincies, de verenigingen van provincies en de openbare instellingen die ervan afhangen;

3° de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare instellingen die ervan afhangen;

4° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn;

5° de verenigingen zonder winstoogmerk, de instellingen van openbaar nut en de feitelijke verenigingen zonder winstoogmerk.

**Betrokken werknemers**

De arbeidsplaatsen waarop het programma betrekking heeft, zijn voorbehouden aan werkzoekenden zonder diploma van het hoger onderwijs die :

1° hetzij volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zijn en sinds ten minste één jaar onafgebroken werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

2° hetzij volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zijn en sinds ten minste twee jaar onafgebroken werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

3° hetzij sinds ten minste één jaar onafgebroken recht hebben op het bestaansminimum dat vastgesteld is bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum.

De reglementering voorziet in bepaalde gelijkstellingen met werkloosheidsperiodes.

**Subsidiëring**

De overheid verleent verschillende soorten toelagen voor nieuwe banen die in het kader van het doorstromingsprogramma worden gecreëerd :

1° Tegemoetkoming van de federale overheid

a) Toelage van 10.000 BEF per maand in geval van een halftijdse indienstneming.

Toelage van 12.000 BEF per maand in geval van een 3/4-tijdse indienstneming.

b) De bovenbedoelde toelagen worden met 2.000 BEF per maand verhoogd als de werknemer voorheen door een Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap (PWA) tewerkgesteld werd.

c) Vrijstelling of vermindering van de sociale bijdrage van de werkgevers zoals bedoeld in het banenplan voor de bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden (totale vrijstelling in geval van tewerkstelling van personen die sinds twee jaar werkloos of bestaansminimumtrekker zijn en 75 % vermindering in geval van tewerkstelling van personen die sinds één jaar werkloos of bestaansminimumtrekker zijn).

2° Tegemoetkoming van het Gewest of van de Gemeenschappen

De activiteiten die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, komen in aanmerking voor een forfaitaire toelage van :

— 14.000 BEF per maand als de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;

— 24.000 BEF per maand als de werknemer minstens 3/4-tijds tewerkgesteld is.

Wanneer de activiteiten onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap vallen, bedraagt de gewestelijke tegemoetkoming 7.000 BEF of 12.000 BEF en verleent de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap hetzelfde bedrag.

**Tewerkstellingsduur**

De werknemers kunnen in aanmerking komen voor de bovenbedoelde toelagen, hetzij gedurende een periode van zes maanden tot minder dan één jaar, hetzij gedurende een periode van één tot drie jaar.

De tewerkstelling van een werknemer mag echter niet langer duren dan één jaar. Van deze beperking kan worden afgeweken voor personen die zes maanden vóór hun indienstneming ten minste 120 uur voor plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen gewerkt hebben. In dit geval kan de tewerkstellingsduur met hoogstens één jaar verlengd worden.

**Loonbetaling**

De werknemers voor wie het programma bestemd is, worden in dienst genomen op basis van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur. Hun loon, voor de functie die ze uitoefenen of voor een gelijkwaardige functie, wordt berekend op grond van de bij de werkgever toegepaste loonschaal.

De werkgever betaalt het loon na aftrek van de tegemoetkoming van de Federale regering.

De "FOREM" betaalt hem de gewestelijke en gemeenschappelijke toelagen terug in de loop van de maand na de datum van verzending van het bewijs van de maandelijks loonbetaling en van de desbetreffende sociale premies.

## Verplichtingen van de werkgever

Elke werkgever die in aanmerking komt voor het doorstromingsprogramma, moet :

- al zijn wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake tewerkstelling, sociale zekerheid en sociale balans nakomen;
- het bewijs leveren dat hij de lonen en sociale premies kan betalen en dat hij voor zijn financiële tegemoetkoming kan instaan;
- geen invorderbare schuld hebben t.o.v. de "FOREM", de Gemeenschappen en de Europese Unie;
- beschikken over de machtigingen, het materiaal en de lokalen die nodig zijn voor het goede verloop van de activiteiten;
- zich in het kader van het doorstromingsprogramma ertoe verbinden banen te creëren boven het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers en dat aantal niet te verminderen zolang het programma van toepassing is, tenzij zulks hem opgelegd wordt door de overheid.

## Beroepsopleiding

Het doorstromingsprogramma beoogt niet alleen de uitvoering van taken van algemeen belang maar ook en vooral de bevordering van de wederinschakeling van werkzoekenden.

Daartoe kunnen de betrokken werknemers in het kader van hun indienstneming in aanmerking komen voor een begeleiding, bijkomende opleidingsprogramma's en activiteiten voor actieve werkzoekenden.

Voor het begeleidingswerk wordt gezorgd door de "FOREM" of door elke opleidingsoperateur die een arbeidsovereenkomst heeft gesloten met de "FOREM". Het wordt uitgevoerd binnen de tijd die de bij een deeltijdse arbeidsovereenkomst gebonden werknemers overblijft.

De reiskosten i.v.m. deze activiteiten worden door de "FOREM" terugbetaald.

## Indiening van de aanvragen

De aanvraagformulieren om toegang te krijgen tot het doorstromingsprogramma kunnen verkregen worden bij de subregionale directies van de "FOREM" en bij de Administratie van het Waalse Gewest.

De aanvragen moeten ingediend worden bij de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, place de la Wallonie 1, te 5100 Jambes.

De Directie moet de aanvragen behandelen en het advies van het bevoegde Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding inwinnen indien de aanvragen uit een reglementair en budgettair oogpunt als ontvankelijk worden beschouwd door een commissie die samengesteld is uit een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling en uit een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor de activiteiten waarop de aanvragen betrekking hebben.

De Directie draagt beide taken op aan haar inspectiediensten, met name :

Centre de Namur, Brabant wallon et Luxembourg : rue d'Enhaive 158, te 5100 Jambes, Tel. : 081/32 05 30, Fax : 081/30 82 68.

Centre de Liège : rue des Fories 2, te 4020 Liège, Tel. : 04/349 55 10, Fax : 04/349 55 20.

Centre de Mons : chaussée de Binche 101, te 7000 Mons, Tel. : 065/40 23 60, Fax : 065/40 23 89.

De Minister van Tewerkstelling en Vorming neemt een beslissing na raadpleging van een commissie die samengesteld is uit de bevoegde Ministers.

In geval van instemming zullen de wervingen plaatsvinden binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de eerste dag van de maand na de kennisgeving van de beslissing. In geval van vervanging moeten de werknemers in dienst worden genomen binnen een termijn van drie maanden die ingaat op de eerste dag van de maand die volgt op de laatste dag van tewerkstelling van de te vervangen werknemers.

Onder voorbehoud van de naleving van de reglementering kunnen de aanvragen i.v.m. de onderstaande activiteiten het voorwerp uitmaken van gunstige beslissingen zodra de betrokken Ministers bereid zijn hun tegemoetkoming te verlenen :

1° sociale economie : steun voor de omzetting van vzw's in sociaalgerichte vennootschappen; informatie over de sociale economie (gediplomeerden van het lager en het hoger secundair onderwijs, die 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

2° toerisme : informatieve en administratieve activiteiten (gediplomeerden van het lager en het hoger secundair onderwijs, die 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

3° patrimonium : archeologische opgravingen en renovatie van archeologische overblijfselen (technici en tekenaars met een diploma van het lager en hoger secundair onderwijs en ongeschoolde arbeiders zonder kwalificatie die 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

4° mantelzorg in de gemeenten : dienstverlening aan bejaarden en/of gehandicapten, stadsstewards (gediplomeerden van het lager secundair onderwijs en ongeschoolde arbeiders zonder kwalificatie die halftijds tewerkgesteld zijn);

5° wegen-, autowegen- en waterwegenonderhoud door het Waalse Gewest (arbeiders met een diploma van het lager secundair onderwijs of ongeschoolde arbeiders zonder kwalificatie die 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

6° leefmilieu : onderhoud, toezicht en bewaking van parken, pleinen, monumenten, recreatieruimten en kinderspeelplaatsen, groengebieden en oevers van waterlopen; ophaal, sortering en nuttige toepassing van afvalstoffen (arbeiders met een diploma van het lager secundair onderwijs of ongeschoolde arbeiders zonder kwalificatie die 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

7° huisvesting en steun van de OCMW'S aan bejaarden en gezinnen (arbeiders met een diploma van het lager secundair onderwijs en arbeiders zonder kwalificatie, die halftijds of 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

8° onderhoud en onthaal in sportcentra (arbeiders zonder kwalificatie die halftijds of 3/4-tijds tewerkgesteld zijn);

9° binnen de Duitstalige Gemeenschap (behalve in de gemeenten) : jeugd, opvoeding, toerisme, sociale sector, sport (opleiders met een diploma van het hoger secundair onderwijs, arbeiders met een diploma van het lager secundair onderwijs en ongeschoolde arbeiders zonder kwalificatie die halftijds of 3/4-tijds tewerkgesteld zijn).

Deze lijst kan aangevuld worden. Het staat de werkgevers dus vrij om aanvragen voor andere activiteiten in te dienen. In dat geval moet de bevoegde Minister beslissen of hij bereid is de nodige tegemoetkoming te verlenen. Daarom moet elke aanvraag betrekking hebben op een welbepaalde activiteitensector.

Namen, 6 november 1997.

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. Van Cauwenberghe.